

15 novembre 2005

La droite française vire à droite !

Pendant qu'avec son nouveau chef, le PQ se campe carrément à droite, le gouvernement français, déjà bien à droite, va brouter dans les plate-bande de l'extrême-droite en instaurant un régime d'exception tout en emprisonnant José Bové. Est-ce que cette dérive d'un gouvernement dit démocratique d'un pays du G-7 est un présage de d'autres dérives sécuritaires ? Pour l'empêcher chez nous il faudra bien autre chose qu'un nouveau grand parti de centre-gauche que la France a depuis longtemps. Car sans ample mobilisation pour un programme d'urgence sociale, il n'y aura pas de virage à gauche.

Marc Bonhomme

Non au régime d'exception, pour une urgence sociale

On ne répond pas à une crise sociale par un régime d'exception. La responsabilité fondamentale de cette crise pèse, en effet, sur les gouvernements qui n'ont pas su ou voulu combattre efficacement les inégalités et discriminations qui se cumulent dans les quartiers de relégation sociale, emprisonnant leurs habitants dans des logiques de ghettoïsation. Elle pèse aussi sur ces gouvernements qui ont mené et sans cesse aggravé des politiques sécuritaires stigmatisant ces mêmes populations comme de nouvelles « classes dangereuses », tout particulièrement en ce qui concerne la jeunesse des « quartiers ».

Nous n'acceptons pas la reconduction de l'état d'urgence. Recourir à un texte provenant de la guerre d'Algérie à l'égard, souvent, de français descendants d'immigrés, c'est leurs dire qu'ils ne sont toujours pas français. User de la symbolique de l'état d'urgence, c'est réduire des dizaines de milliers de personnes à la catégorie d'ennemis intérieurs. Au-delà, c'est faire peser sur la France tout entière et sur chacun de ses habitants, notamment les étrangers que le gouvernement et le président désignent déjà comme des boucs émissaires, le risque d'atteintes graves aux libertés. Le marquage de zones discriminées par l'état d'urgence n'est pas conciliable avec l'objectif du rétablissement de la paix civile et du dialogue démocratique.

Nous n'acceptons le recours à des procédures judiciaires expéditives voire à une « justice d'abattage » alors qu'en même temps la même justice prend son temps pour élucider les conditions dans lesquelles sont morts Bouna et Zied à Clichy-sous-Bois.

Restaurer la situation dans les « quartiers » et rétablir le calme, c'est d'abord restituer la parole à leurs habitants. Des cahiers de doléance doivent être discutés, ville par ville.

C'est ensuite ouvrir une négociation collective pour mettre en œuvre des actions de rétablissement de l'égalité : ceci implique l'adoption d'une véritable loi de programmation et que cessent les mesures de saupoudrage ou pire encore les marques de mépris comme la stigmatisation des familles ou la transformation de l'apprentissage en mesure de relégation scolaire précoce. Une solidarité nationale authentique doit être au rendez-vous de la reconstruction du tissu social dans les banlieues.

C'est, surtout, mettre en œuvre, dans la réalité, une réelle politique nationale de lutte contre les discriminations et pour l'égalité des droits.

Nous affirmons qu'il y a là une véritable urgence nationale : il faut substituer à l'état d'urgence policier un état d'urgence sociale.

Nous appelons à se réunir le mercredi 16 novembre à 18h30, place Saint-Michel à Paris pour dire notre refus de ce régime d'exception et pour exiger une autre politique.

Signataire :

Alternatifs, Alternative Citoyenne, ATMF, LCR, JCR, PCF, les Verts, Solidaires, FSU, LDH, MRAP, Mouvement de la Paix, Syndicat de la Magistrature, Syndicat des avocat de France, etc.

L'état d'urgence contre José Bové

La condamnation de Jose Bové à quatre mois de prison ferme est une provocation intolérable. Elle intervient le jour même où le Parlement prolonge l'Etat d'urgence et quelques jours après qu'un tribunal ait jugé illégale la grève des tramonts de Marseille. De plus en plus isolé, le gouvernement s'efforce désormais de criminaliser et de réprimer tous mouvements de résistance sociale. Un pas supplémentaire est franchi dans les atteintes aux libertés fondamentales, la matraque devient un moyen de gouvernement.

La LCR prendra toutes les initiatives pour que s'organise dans les plus brefs délais un front unitaire de résistance pour la levée de l'état d'urgence et la liberté pour José Bové. Elle appelle dès à présent à se rendre massivement à la manifestation unitaire mercredi 16 novembre à 18h30 Place Saint Michel à Paris.

Le 15 novembre 2005.